REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LESIGNY

JEUDI 7 FEVRIER 2019

Les membres du conseil municipal se sont réunis le Jeudi 7 Février 2019 à 19 h 30 salle de la Mairie sous la présidence de Daniel TREMBLAIS, Maire.

Etaient présents : Mrs TREMBLAIS D., LEROY D., PICARD P., DREUX S., BARREAULT A., VOYEZ C., Mmes BLUET AM., COMBASTEL C, CHEVALIER M

Etaient Absents Excusés: Mr GREYO T. ayant donné pouvoir à Mme BLUET AM,
Mr BEAUVAIS P. ayant donné pouvoir Mr VOYEZ C.
Mr MICHEL N. ayant donné pouvoir à Mme COMBASTEL C.

Etaient Absents: Mrs. ARNOUX S.,

OUVERTURE DU POSTE DE SURVEILLANT DE BAINNADE

Monsieur Le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire d'ouvrir temporairement un poste et de recruter un surveillant de baignade pour la période estivale 2019 du 29 Juin au 1^{er} Septembre 2019 basé sur le 1^{er} échelon du grade des opérateurs des activités physiques et sportives.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal autorisent Monsieur Le Maire à lancer les offres d'emplois afin de recruter avant le mois de mai.

CONTRAT DE DERATISATION

Monsieur Le Maire fait part aux membres du conseil municipal de la proposition reçue de Mr CHAUMEAU, dératiseur, pour une durée d'un an assurant 2 passages, un à l'automne et l'autre au printemps. Le coût annuel est de 260 € HT.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte le contrat et autorise Monsieur Le Maire à signer le contrat pour l'année 2018. Ce dernier devra prévenir 48 heures avant son passage.

ASSAINISSEMENT CONVENTION RELATIVE A L'ENTRETIEN DES ABORDS DES STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE LA COMMUNE DE LESIGNY

Monsieur Le Maire fait part de la convention relative à l'entretien des abords des stations d'épuration avec Eaux de Vienne et précise que les employés communaux continueront à entretenir les espaces verts de la station d'épuration des Varennes et l'entretien de la station de la Pinerie .

Les heures effectuées seront prises en charge par Eaux de Vienne à hauteur de 28 € /heure (taux horaire indexé sur l'évolution de la valeur du point de l'indice de la fonction publique).

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, (nombre de voix pour et contre)

- Accepte la convention avec Eaux de Vienne
- Autorise Le Maire à la signer.

PROPOSITION DE PERIMETRE D'UN SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DE LA CREUSE (SAGE)

Monsieur Le Maire expose au Conseil Municipal que par courrier du 27 Novembre 2018, l'Etablissement Public Territorial du Bassin (EPTB) de la Vienne a proposé que soit établi un périmètre nécessaire à la mise en place d'un Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) sur l'ensemble du bassin versant de la Creuse.

Cette proposition s'appuie sur un travail de concertation à l'échelle du bassin versant initié en 2015 par l'EPTB de la Vienne.

Un comité de l'eau a été constitué au début de l'année 2017 avec la volonté de rassembler des élus du bassin versant, des acteurs impliqués dans la gestion de l'eau et des représentants de l'Etat.

Les élus concernés ont décidé, lors des assemblées du 4 Mai 2018 et du 29 Juin 2018, de solliciter auprès de leur préfet l'établissement d'un périmètre pour ce futur SAGE.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Emet un avis favorable à la proposition de périmètre d'un schéma d'aménagement et de la gestion des eaux sur le bassin de la Creuse
-

ACHAT DE DEFIBRILLATEURS

Monsieur Le Maire a demandé plusieurs devis concernant l'achat de défibrillateurs dont la commune doit être équipée d'ici 2020.

Nous avons reçu :

- de la société CARDIAC SCIENCE un devis pour l'achat de 2 défibrillateurs pour un montant de 3 254 € HT
- SECURIMED pour un montant de 3099 € HT
- HARMONIE MEDICALE pour un montant de 3291.34 € HT,

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal décident l'achat des 2 défibrillateurs auprès de la société SECURIMED pour un montant de 3099 € HT et sollicitent une subvention auprès du Conseil Départemental.

ACHAT DE RADARS PEDAGOGIQUES

Monsieur Le Maire fait part aux membres du conseil municipal de l'achat de radar pédagogique. Plusieurs devis ont été adressés.

- ELAN CITE pour un montant de 2 187.50€ HT - Version solaire
- TRAFIC pour un montant de 1559 € HT - Version solaire
- NET COLLECTIVITE pour un montant de 2284 € HT - Version Solaire et option maintenance annuelle de 285 € HT - Modèle ECO
- SIGNAUX GIROD - Version Solaire pour un montant de 2 705.09 € HT

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident l'achat de radars pédagogique auprès de la société SIGNAUX GIROD pour un montant de 2 705.09 € HT et sollicite une subvention auprès du Conseil Départemental.

ECLAIRAGE PUBLIC RUE DES SCEURS ET CHEMIN DES BRIANDISES

Monsieur Le Maire fait part aux membres du conseil municipal qu'il a demandé à Mr OUVRARD, ERDF et Mr HIVERT Inéo de nous faire des devis concernant la mise en place de l'éclairage public chemin des briandises où maintenant il y a eu plusieurs constructions .

Le devis des travaux s'élève à la somme de 3234.64 € pour la pose d'éclairage public et cette dépense pourrait prétendre à une demande de subvention faites auprès du Conseil Départemental.

Et pour la rue des sœurs, il y a deux possibilité soit :

- Le renforcement de la ligne électrique actuelle prise en charge complète par ENEDIS, (remplacement du fil torsadé) et la pose de lanterne restant à charge pour la collectivité qui s'élève à la somme de 4966 45 € HT

- Où le renforcement toujours pris en charge par ENEDIS, et l'enfouissement de l'éclairage public avec la pose de candélabre ; Cette dépense s'élève à 13 566.81 €

Tous ces travaux seront inscrits au budget et des subventions seront demandées.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide d'accepter le devis concernant l'éclairage public du Chemin des Briandises et celui de la rue des sœurs avec la version remplacement du fil électrique en torsadé.

Le montant total des travaux d'éclairage public s'élèvera à la somme de 9 632.65 € HT et sollicite auprès du Département une subvention.

PASSAGE A MOBILITE REDUITE A L'EGLISE

Monsieur Le Maire informe le conseil municipal que suite aux travaux de l'église, il est souhaitable d'effectuer un passage pour les personnes à mobilité réduite sur le côté de l'église. Deux devis ont été demandés :

- Devis Mestivier pour un montant de 5032.57 € HT
- Devis Marchand pour un montant de 2100.00 € HT

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident de retenir l'entreprise MARCHAND pour réaliser ces travaux et sollicite l'aide du Conseil Départemental.

REFECTION DES WC PUBLICS

Monsieur Le Maire fait part aux membres du conseil municipal de la réfection des wc publics se trouvant à côté de l'église. Il propose de refaire entièrement ces toilettes devenues vétustes. Ces travaux seront effectués une partie en travaux en régie et l'autre partie par un professionnel.

Un devis a été demandé à l'entreprise MARCHAND de Barrou et le total de ces travaux s'élève à la somme de 4476.20 € HT.

Le montant des achats de matériaux divers et fournitures s'élèvera aux environs de 1043.16 € HT. Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal décident d'effectuer la réfection des toilettes publiques et sollicitent auprès du Conseil Départemental une subvention.

MOTION DU BARREAU DE POITIERS - PROJET DE LOI JUSTICE 2018-2022

Le projet de loi sur la justice, actuellement soumis au débat parlementaire, est inacceptable. Inacceptable quant à la méthode adoptée, puisque, par le jeu d'amendements de dernière heure n'ayant fait l'objet d'aucune consultation, les négociations conduites avec l'ensemble des interlocuteurs de la Chancellerie depuis des mois ont été mise à néant.

Inacceptable quant au fond, puisque, sous couvert de spécialisation, il aura pour effet à court terme de vider les juridictions d'une part importante de leurs compétences.

Ce texte conduit inexorablement :

- A la départementalisation des Tribunaux de Grande Instance et la répartition des contentieux entre eux, y compris au-delà des frontières d'un département ;
- Au regroupement des cours d'appel et à leur spécialisation, avec le double effet d'engorgement de juridictions trop importantes en taille et déjà surchargées et d'éloignement du justiciable de son juge,
- Le tout sans aucune économie budgétaire.

Il s'inscrit dans le droit fil du décret qui a transféré le contentieux de Sécurité Sociale en appel de cours de taille moyenne, fonctionnant bien, vers des cours qui ne pourront pas traiter ces dossiers supplémentaires dans des délais raisonnables.

En prévoyant l'expérimentation de la spécialisation dans cinq régions administratives, soit environ la moitié des cours d'appel, le projet de loi entend, en réalité, opérer des transferts de compétences qui deviendront irréversibles.

En s'en remettant à des ordonnances et à des décrets pour l'application de cette future loi, le Gouvernement entend agir unilatéralement et faire fi des avis recueillis au cours des négociations et émis par l'ensemble des acteurs du monde de la justice comme, plus récemment, par le Défenseurs des Droits.

Au moment où les territoires français sont soumis chaque jour davantage à des sacrifices nouveaux et à la réduction des services publics, le démantèlement programmé de l'organisation judiciaire ne peut être accepté.

Il est donc demandé à la garde des Sceaux et au groupe parlementaire de la majorité de soumettre au vote de la représentation nationale un projet de loi conforme aux principes constitutionnels d'égalité des citoyens devant la loi et de libre accès au juge, sur l'ensemble du territoire français.

DELIBERATION FIXANT LE MONTANT DES INDEMNITES DE FONCTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS TENANT COMPTE DU NOUVEL INDICE BRUT TERMINAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2123-20 et suivants.

Vu la délibération du 28 Mars 2014 relative à la détermination du nombre d'adjoints

Vu la délibération du 28 Mars 2014 portant délégation de fonctions aux adjoints au Maire,

Considérant que les articles L2123-23 et L2123-24 du Code général des collectivités territoriales fixent des indemnités maximales pour l'exercice des fonctions de maire et d'adjoints par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique et en appliquant à cet indice les barèmes suivants :

Population	Maires	Adjoints
Moins de 500 h	17 %	6.6 %
De 500 à 999 h	31 %	8.25 %

Considérant que la commune dispose de 3 Adjoints

Considérant que la commune compte 545 habitants

Considérant qu'il y a lieu de déterminer le taux des indemnités de fonction allouée au Maires et aux Adjoints

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil Municipal décident qu'à compter du 1^{er} Janvier 2019 le montant des indemnités de fonction du maire et des adjoints est dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouée au titulaire de mandat locaux par les articles L2123-23 et L2123-24 précité fixé aux taux suivants :

- Maire : 31 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
- Adjoints : 8.25 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique

L'ensemble de ces indemnités ne dépasse pas l'enveloppe globale prévue aux articles L2123-22 et R2123-23 du Code général des collectivités territoriales

Les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice et payées mensuellement.

Un tableau récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal.

FONCTION	NOM PRENOM	INDEMNITE
Maire	TREMBLAIS Daniel	31 % de l'indice brut terminal
1er Adjoint	BLUET Anne Marie	8.25 % de l'indice brut terminal
2 ^{ème} Adjoint	GREYO Thierry	8.25 % de l'indice brut terminal
3 ^{ème} Adjoint	LEROY Daniel	8.25 % de l'indice brut terminal

RESOLUTION GENERALE DU 101^{ème} CONGRES DES MAIRES DE France

Vu que le Congrès de l'association des Maires de France et des présidents d'intercommunalités qui s'achève, à une nouvelle fois, démontré la force et l'unité de l'AMF.

Vu que les communes de France ont subi, durant cette dernière année, une série de contraintes qui remet en cause la libre administration de nos collectivités locales.

Vu qu'au regard du sentiment d'abandon ressenti par certains de nos concitoyens, l'AMF affirme sa mobilisation sur les enjeux propres à la ruralité, notamment sur l'égal accès de tous aux services publics de proximité.

Vu qu'il est légitime de s'inquiéter particulièrement des projets en cours ou à venir des réorganisations des services déconcentrés de l'Etat, qui vont amplifier le recul de la présence des services publics sur les territoires.

Considérant que l'AMF demande la mise en œuvre immédiate d'un moratoire sur la fermeture des services publics de l'Etat.

Considérant que :

- Les collectivités locales ne portent pas la responsabilité des déficits de l'État ; qu'elles ont toutes des budgets en équilibre et financent près de 70% des investissements publics du pays ;
- Les dotations de l'État sont la légitime contrepartie d'impôts locaux supprimés ou de transferts de charges, opérés par la loi, et qu'elles sont donc un dû et non une faveur ;
- Les communes et intercommunalités ont pris plus que leur part dans le rétablissement des comptes publics, comme le démontre la Cour des Comptes. Leur imposer de nouveaux efforts est contestable, et devrait, en tout cas, être limité à leur part dans la dette publique de la France, soit 4,5% pour le bloc communal ;
- La suppression de la taxe d'habitation – sans révision des valeurs locatives – remet gravement en cause l'autonomie fiscale des communes, fige et amplifie les inégalités entre populations et territoires.

Elle ne permettra plus de maintenir au même niveau les services apportés à la population. En outre, la réforme fiscale devra être discutée avec les trois catégories de collectivités locales et non pas les uns contre les autres ;

- L'encadrement des dépenses de fonctionnement des collectivités locales tel que décidé est intenable et porte gravement atteinte à leur autonomie de gestion ;
- La loi NOTRe doit être corrigée en ce qui concerne son volet intercommunal, les dispositions relatives à l'eau et l'assainissement, et au « Grand Paris » ;
- La modification envisagée de la dotation d'intercommunalité, si elle est nécessaire ne peut cependant continuer à favoriser certaines métropoles au détriment des autres structures intercommunales ;
- La gouvernance de la nouvelle agence de cohésion des territoires doit confier une place majoritaire aux élus du bloc communal, qui sont les premiers concernés. L'agence doit être dotée de fonds propres pour pouvoir remplir son rôle auprès des collectivités dont les moyens sont aujourd'hui contraints.
- Les moyens dévolus aux agences de l'eau doivent être maintenus. Toute ponction qui détourne les redevances des usagers de leurs objectifs initiaux doit cesser ;
- L'implication des maires dans la mise en œuvre d'une police de sécurité du quotidien, dans une gouvernance locale de sécurité partagée, doit se faire dans la limite des compétences respectives, sans transfert de charges et dans le respect du principe de libre administration qui s'applique également en matière de sécurité ;
- Les propositions de l'AMF pour soutenir la dynamique volontaire de création de communes nouvelles doivent être prises en compte, notamment tel que cela est exprimé dans la proposition de loi discutée au Sénat ;
- Les démarches initiées par nos territoires en faveur de la transition écologique et énergétique, pour faire face aux dérèglements climatiques, soient reconnues et accompagnées ;
- Les moyens dédiés au sport et à la culture pour tous soient maintenus dans le cadre d'une gouvernance partagée ;
- Les conditions d'exercice des mandats locaux soient améliorées pour permettre l'accès de tous aux fonctions électives, en facilitant la conciliation avec l'activité professionnelle ;
- La parité des fonctions électives soit recherchée à tous les niveaux, y compris au sein de tous les exécutifs communaux et intercommunaux ;
- La création récente de la coordination des employeurs territoriaux soit prise en compte et que le statut de la fonction publique soit comme la pierre angulaire de nos administrations territoriales ;
- La place des communes dans les politiques européennes soit défendue quelle que soit leur taille par la France dans le cadre du nouveau cadre financier pluriannuel de l'Union. Elles ne doivent pas être les

grandes oubliées de la réforme de la politique de cohésion européenne. L'AMF demande une simplification d'accès aux fonds européens (FEDER, FEADER, FSE).

Considérant que nous demandons la reconnaissance par le gouvernement de trois principes simples mais fondamentaux :

- 1) Le respect effectif du principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales ;
- 2) L'acceptation du principe : « qui décide paie, qui paie décide » ;
- 3) La cessation de tout dénigrement et toute stigmatisation des maires et de l'ensemble des élus locaux.

Considérant que l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité a, lors de son dernier congrès, proposé sept sujets qui doivent être au cœur d'une véritable négociation avec le gouvernement :

- 1) L'inscription de la place particulière de la commune et de sa clause générale de compétence dans la Constitution. Il s'agit de donner plus de libertés, de capacités d'initiative et de souplesse aux collectivités, en particulier s'agissant de la répartition des compétences du bloc communal. Rien ne remplacera le cadre de solidarité et de proximité des communes et leurs mairies. Cela doit également permettre de consacrer l'engagement présidentiel de garantir l'autonomie financière et fiscale des communes et de leurs groupements ;
- 2) La compensation intégrale et dans la durée de la taxe d'habitation sur les résidences principales par un dégrèvement général qui tienne compte de l'évolution annuelle des bases ;
- 3) L'ajustement de la contribution du bloc communal à la réduction de la dette publique, au prorata de sa part dans l'endettement ;
- 4) L'acceptation d'une révision du plafonnement à 1,2% des dépenses de fonctionnement, alors que ce seuil est rendu obsolète par des prévisions d'inflation largement supérieures ;
- 5) Le retour à une conception non « léonine » et donc véritablement partenariale des contrats établis entre l'État et les collectivités territoriales ;
- 6) Le réexamen de la baisse des moyens dans les domaines essentiels de la vie des territoires que sont notamment le logement social, les contrats aidés et la politique de l'eau ;
- 7) Le rétablissement du caractère optionnel de tout transfert de compétence - et en particulier de la compétence « eau et assainissement » - qui doit s'accompagner, de manière générale, de l'arrêt de tout nouveau transfert obligatoire

Ceci étant exposé,

Considérant que le Conseil Municipal de LESIGNY, est appelé à se prononcer comme l'ensemble des communes et intercommunalités de France sur son soutien à cette résolution adoptée lors du congrès de 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal de LESIGNY de soutenir cette résolution et l'AMF dans ses discussions avec le gouvernement

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de LESIGNY

Soutient la résolution finale qui reprend l'intégralité des points de négociation avec le gouvernement.

Monsieur Le Maire fait part au conseil d'une proposition de résolution émise par l'AMF à l'occasion du 101^{ème} congrès des Maires de France. (Voir annexe jointe)

Après avoir donnée lecture de cette motion, Monsieur Le Maire la soumet au vote.

Après en avoir délibéré, le conseil à l'unanimité des membres présents, valide la résolution générale du 101^{ème} congrès des Maires de France.

Monsieur Le Maire fait part au Conseil Municipal :

- De la venue de nos amis bibichois du 30 Mai au 2 Juin 2019.
- De l'installation d'une stèle dans le jardin public en souvenir
- De la mise en place de la participation citoyenne
- De prendre un arrêté concernant l'entretien des trottoirs et des caniveaux